

Ministère de l'écologie, du
développement durable et de l'énergie

modifiant le décret n°2003-1267 du 23 décembre 2003, fixant les dispositions applicables à certains agents du ministère chargé de l'équipement visés par l'article 34 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Publics concernés : agents contractuels « Berkani »

Objet : *modification du décret n°2003-1267 du 23 décembre 2003, fixant les dispositions applicables à certains agents du ministère de l'équipement visés par l'article 34 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.*

Entrée en vigueur : le présent décret entre en vigueur au lendemain du jour de sa publication.

Notice : le présent décret modifie l'organisation des carrières des agents « Berkani », en portant à 12 le nombre d'échelons dans la 1ère catégorie. Il modifie également la durée de séjour dans certains échelons de façon identique aux modifications opérées pour les corps de fonctionnaires des échelles 3 et 4.

Références : le présent décret et les textes qu'il modifie, dans leur rédaction issue de cette modification, peuvent être consultés sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>)

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, du ministre des finances et des comptes publics et de la ministre de la décentralisation et de la fonction publique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 34 ;

Vu le décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'Etat ;

Vu le décret n°2003-1267 du 23 décembre 2003 modifié fixant les dispositions applicables à certains agents du ministère chargé de l'équipement visés par l'article 34 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel en date du ...,

DECRETE

Article 1

Les dispositions de l'article 4 du décret du 23 décembre 2003 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 4.-I. — La durée moyenne du temps passé dans chacun des échelons de la 2^e catégorie est fixée ainsi qu'il suit :

Échelons	Durée moyenne
11e échelon	—
10e échelon	4 ans
9e échelon	3 ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	2 ans
6e échelon	2 ans
5e échelon	2 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	1 an
1er échelon	1 an

« II. — La durée moyenne du temps passé dans chacun des échelons de la 1^{ère} catégorie est fixée ainsi qu'il suit :

Échelons	Durée moyenne
12e échelon	—

11e échelon	4 ans
10e échelon	4 ans
9e échelon	3 ans
8e échelon	3 ans
7e échelon	2 ans
6e échelon	2 ans
5e échelon	2 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	1 an
1er échelon	1 an

« III. — Les indices correspondant à chacun des échelons des deux catégories sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés de l'équipement, du budget et de la fonction publique. »

Article 2

Les dispositions de l'article 6-1 du décret du 23 décembre 2003 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les agents non titulaires de droit public mentionnés à l'article 1^{er} relevant de la 2^e catégorie sont reclassés dans la 2^e catégorie conformément au tableau suivant :

Ancienne situation	Nouvelle situation	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
1 ^{er} échelon	1 ^{er} échelon	Ancienneté acquise
2 ^e échelon	2 ^e échelon	1/2 ancienneté acquise
3 ^e échelon	3 ^e échelon	Ancienneté acquise
4 ^e échelon	4 ^e échelon	2/3 ancienneté acquise
5 ^e échelon	5 ^e échelon	2/3 ancienneté acquise
6 ^e échelon	6 ^e échelon	2/3 ancienneté acquise
7 ^e échelon	7 ^e échelon	1/2 ancienneté acquise
8 ^e échelon	8 ^e échelon	3/4 ancienneté acquise
9 ^e échelon	9 ^e échelon	3/4 ancienneté acquise
10 ^e échelon	10 ^e échelon	Ancienneté acquise
11 ^e échelon	11 ^e échelon	Ancienneté acquise

Article 3

Les dispositions de l'article 6-2 du décret du 23 décembre 2003 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les agents non titulaires de droit public mentionnés à l'article 1^{er} relevant de la 1ère catégorie sont reclassés dans la 1ère catégorie conformément au tableau suivant :

Ancienne situation	Nouvelle situation	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
1 ^{er} échelon	1 ^{er} échelon	Ancienneté acquise
2 ^e échelon	2 ^e échelon	1/2 ancienneté acquise
3 ^e échelon	3 ^e échelon	Ancienneté acquise
4 ^e échelon	4 ^e échelon	2/3 ancienneté acquise
5 ^e échelon	5 ^e échelon	2/3 ancienneté acquise
6 ^e échelon	6 ^e échelon	2/3 ancienneté acquise
7 ^e échelon	7 ^e échelon	1/2 ancienneté acquise
8 ^e échelon	8 ^e échelon	3/4 ancienneté acquise
9 ^e échelon	9 ^e échelon	3/4 ancienneté acquise
10 ^e échelon	10 ^e échelon	Ancienneté acquise
11 ^e échelon	11 ^e échelon	Ancienneté acquise

Article 4

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, le ministre des finances et des comptes publics, la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité et la ministre de la décentralisation et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Manuel Valls

Par le Premier ministre :

La ministre de l'écologie, du
développement durable et de l'énergie,

Ségolène Royal

Le ministre des finances et des comptes
publics,

Michel Sapin

La ministre du logement, de l'égalité des
territoires et de la ruralité,

Sylvia Pinel

La ministre de la décentralisation et de la
fonction publique,

Marylise Lebranchu